

LES « SOLUTIONS » DE DREYFUS

Le but recherché par la Direction est donc d'accroître ses profits afin de pouvoir augmenter ses investissements par la suite. Pour cela, il lui faut encore accélérer le processus déjà engagé de rentabilisation et de rationalisation :

* cela se traduit par l'élimination des secteurs dits « non rentables » (Division du Matériel Agricole définitivement condamnée pour 1975 ; véhicules industriels et utilitaires de Richard Continental et SAVIEM), c'est-à-dire, pour les travailleurs, une insécurité accrue de l'emploi.

* cela se traduit par l'aggravation de l'exploitation dans les secteurs dits « rentables » (où Dreyfus peut tirer le maximum de profit). Sous le prétexte de défendre la nationalisation, la Direction tente de faire accepter aux travailleurs :

- l'arrêt de l'embauche ;
- la réduction des heures supplémentaires ;
- l'augmentation des cadences (de 68 à 70, les cadences ont augmenté de 30%) ;
- l'aggravation des conditions de travail, puisque les effectifs ont crû moins vite que la production.

Voilà quelques unes des « solutions » que la Direction a trouvées pour résoudre ses problèmes de trésorerie. Une fois de plus, la rentabilisation se fait sur le dos des ouvriers, qui doivent faire les frais de l'anarchie capitaliste.

LE MANS MONTRE LA VOIE

Dans ces conditions de dégradation constante des conditions de travail et de vie, le mécontentement des travailleurs de la Régie est grand. Rien d'étonnant qu'éclatent des grèves dès la rentrée d'automne 70 : Billancourt, Cléon, le Mans ou la SAVIEM de Blainville se succèdent dans le mouvement revendicatif ; mais bien souvent en vain : les mouvements sont isolés les uns des autres non seulement entre les différentes usines de la RNUR mais aussi dans la même usine, entre les divers départements ou ateliers. Divisés face à une Direction bien décidée, ces grèves (souvent limitées à des débrayages de 2 ou 3 heures par les direction syndicales) ne donnent rien, et pire, démobilisent peu à peu de nombreux ouvriers.

Le mécontentement était d'autant plus important au Mans que les ouvriers étaient placés concrètement face au problème de l'emploi : ceux de la DMA (tracteurs agricoles) chôment, en effet, un jour par semaine, leur perte de salaire n'étant compensée généreusement qu'à 50%. S'ajoute à ce problème le système des études de postes, contre lequel déjà les travailleurs du GG en 69 et ceux des « thermiques » en 70 étaient entrés en lutte.

Par ce système, on affecte à un poste le travailleur le plus apte à répondre aux exigences du poste et à en supporter les risques, étudiés méthodiquement et cyniquement. Il ne s'agit bien sûr pas d'épargner au travailleur d'inutiles fatigues, mais d'en tirer le maximum, en augmentant notamment les cadences. Dans ce système, le salaire est fonction non de l'ouvrier, mais du poste occupé ; si bien qu'un travailleur muté à un poste moins coté voit son salaire diminué.